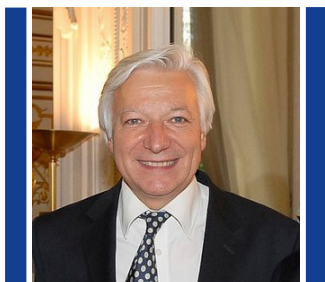


LA LETTRE DE FRANCE UNIE



Semaine du 23 au 29 Octobre 2017
www.france-unie.fr

Sommaire

p 2 - [Edito](#)

[Reconstruire la droite républicaine](#)

p 3 - [point de vue](#)

[Le contrat social français](#)

p 4 - [Livre de la semaine](#)

[Natacha Polony, Changer la Vie](#)

p 5- [Les prochaines Invitations](#)

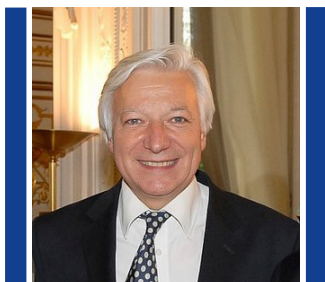
- [Petit déj de l'économie du vendredi 3 Novembre 2017](#) -

Invité M. Patrick Martin (Président du MEDEF Région ARA)

Informations

- France Unie vous informe que suite à une restructuration de la communication la boîte e-mail de contact est accueil.franceunie@gmail.com. Les autres boîtes e-mails ne seront plus lu.

LA LETTRE DE FRANCE UNIE



RECONSTRUIRE LA DROITE REPUBLICAINE

Nous connaissons désormais les 3 candidats à l'élection interne qui permettra de désigner le ou la Présidente des Républicains : Florence Portelli, Maël de Calan et Laurent Wauquiez.

Laurent Wauquiez est le favori indiscutable et il sera élu à une très forte majorité.

Mais, déjà surgissent des questions : combien de votants ? Une faible participation serait le signe d'une démobilisation des adhérents. Quelle sera l'attitude de Florence Portelli et Maël de Calan à l'issue du résultat ? Les premières déclarations des uns et des autres ne manquent pas d'inquiéter.

Autre question : sur quelle ligne politique Laurent Wauquiez sera-t-il élu ? Je ne crois pas au slogan très réducteur du « retour de la droite et de ses valeurs ». Quelles sont les valeurs de la droite républicaine ? Pour moi, ce sont les valeurs du gaullisme : autorité de l'Etat, efficacité économique et efficacité sociale.

Bien entendu, le contexte est totalement différent de celui des années du gaullisme politique, c'est pour cela que, pour moi, le gaullisme n'est pas une nostalgie, mais une philosophie politique dont les principes d'action et les valeurs sont toujours d'actualité. Parmi ces valeurs, figure l'idée de rassemblement.

Ce rassemblement ne peut pas être un cartel des droites que tout sépare en réalité : il n'a rien de commun avec un Front national en train de se replier sur une logique identitaire et un souverainisme xénophobe. Il n'a rien de commun avec « Sens commun » qui voudrait servir de passerelle entre LR et le FN.

Depuis l'élection d'Emmanuel Macron et le résultat des législatives de 2017, Les Républicains ont donné une image plutôt négative de leur mouvement : des prises de parole disparates des uns et des autres, des votes contradictoires entre les députés LR et les sénateurs LR, le psychodrame de l'exclusion des « constructifs » et de ceux qui ont rejoint Macron, le presque départ des centristes.

Il est temps qu'une voix de fosse entendre, celle du Président ou de la Présidente élue en décembre. Cette voix se doit d'être celle du rassemblement de la droite républicaine dans sa diversité et du centre.

Il est indispensable pour les Républicains de définir une ligne politique et les grandes orientations d'un programme alternatif et ne pas s'arrêter au jeu des petites phrases qui font le « buzz » sur un temps court, 2022 se prépare

dès aujourd'hui. Retenons la leçon de ce qui arrive au PS : 2012-2017, une seule stratégie, l'anti-sarkozysme primaire et un sociale de mots dont l'apogée fut le fameux discours gauchiste du Bourget prononcé par François Hollande. Les socialistes sont arrivés au pouvoir dans une totale impréparation, adossés à une coalition des extrêmes qui ne pouvait pas tenir. On a vu le comportement des écolo-gauchistes et des « frondeurs ». Ayrault a été le Premier ministre d'une « République des couacs ».

C'est donc la cohérence des alliances que Les Républicains se doivent d'assurer, cette cohérence ne peut résulter que de la cohérence de notre ligne politique. Macron a été élu sur un programme qu'il applique, avec courage et fermeté, à une allure qui prend de vitesse la contestation syndicale et politique.

La faiblesse de la mobilisation contre les ordonnances est le signe que les Français, sans signer un chèque en blanc à Macron, comprennent qu'un nouveau monde se dessine et qu'il faut organiser des solutions programmatiques à partir des contraintes de ce nouveau monde.

L'enjeu pour Laurent Wauquiez, s'il est élu, sera de définir le nouveau contrat économique français, le nouveau contrat social français et le nouveau contrat sociétal français.

Une « droite de mots », qui serait le pendant d'un « socialisme de mots », est vouée à l'échec.

Signe que les temps changent : la rue a fait reculer Juppé et de Villepin, elle n'a pas fait reculer Macron. L'erreur, pour Les Républicains, seraient de croire que nous sommes toujours dans la vieille opposition droite-gauche. Le grand « dédagisme » politique de l'année 2017 est le signe du bouleversement des idées reçues et de la modification des lignes idéologiques traditionnelles.

Quels sont les domaines sur lesquels LR doit travailler : la dette, l'emploi, l'industrialisation, les retraites, les fractures territoriales. Tout est lié : relever le défi du réel et non pas s'enfermer dans la posture d'une opposition stérile, venant contredire ce qu'ils défendaient hier (suppression des emplois aidés, baisse de l'impôt sur les sociétés, baisse des dépenses de l'Etat et des collectivités locales et territoriales, reconstruction de l'Europe).

Sortir du « Vous allez voir ce que vous allez voir » pour entrer dans l'ère du « Voilà ce que nous disons et que nous ferons ».

Marc Fraysse,
Ancien Député,
Président de France Unie

LA LETTRE DE FRANCE UNIE



POINT DE VUE

LE CONTRAT SOCIAL FRANÇAIS

Le débat sur le contrat social français nous ramène toujours au programme de Conseil National de la Résistance, co-produit par de Gaulle et les communistes, qui représentaient, à l'époque, selon de Gaulle, une véritable menace étant donnée leur force électorale. Mais, il existait chez de Gaulle un véritable instinct social. Il n'est pas question, pour la droite républicaine, d'abandonner cet instinct social. La difficulté vient de ce que nous ne sommes plus dans le contexte d'un capitalisme national protégé par des frontières et d'une politique monétaire qui pouvait jouer sur des dévaluations compétitives. Tout le monde oublie les dix ans de réformes économiques courageuses que de Gaulle a mises en œuvre pour redresser le pays, avec un sens de l'urgence qui prenait parfois la forme d'ordonnances. Le Général avait confié à Michel Debré la tâche de « remettre les affaires de la France en ordre pour que la France retrouve sa place dans le monde ». Tel est encore l'enjeu aujourd'hui, après 5 ans d'un calamiteux gouvernement socialiste (matraquage fiscal, budgets insincères, absence sur la scène européenne, etc.).

Mais, il est inutile de revenir sur l'éternel excuse qui veut que tout soit la faute de ceux qui vous ont précédés. La gauche a gouverné. Les Français ont sanctionné l'absence de résultats, comme ils ont sanctionné les partis traditionnels (droite et centre) qui ont gouverné depuis 40 ans, dans une succession d'alternances paresseuses avec la gauche. Essayons de définir le nouveau contrat social français à l'aune du monde nouveau qui surgit devant nous. Ce contrat social s'articule autour de quatre piliers : le code du travail, l'éducation, la santé et le logement, des piliers que certains voudraient immuables, ce qui explique une contestation parfois légitime. En réalité, ces piliers se sont largement fragilisés : chômage de masse, 9 millions de pauvres, système éducatif en faillite, dépenses de santé exponentielles, absence de logements.

Aujourd'hui, Emmanuel Macron a réussi à faire évoluer le code du travail. Malgré la contestation syndicale (CGT) et politique (FI, PCF, gauche radicale), les Français ont accepté cette évolution. Ils veulent voir les résultats. En ce qui concerne l'éducation, manifestement, la politique de reconstruction mise en œuvre par le ministre

Blanquer, après les errements idéologiques de Madame Vallaud-Belkacem, semble comprise et acceptée. Il reste les deux domaines-clefs du contrat social français : la santé et le logement. Des réformes sont annoncées. Elles ne pourront réussir que si elles s'inscrivent dans une logique d'union nationale, c'est-à-dire portées par toutes les populations. Certaines annonces brutales, comme la baisse de 5 euros des APL, sans explication ni contextualisation, peuvent faire croire que le gouvernement mène une politique contre les classes populaires, alors qu'il s'agit de conduire une réforme complète du logement.

L'économie marchande et la mondialisation nous obligent à revoir les termes du contrat social français. La France est un pays ouvert aux idées libérales, à la transformation économique. Il suffit de réécouter la grande conférence de presse que de Gaulle a donné en 1965 sur les grands problèmes économiques. Il y avait chez de Gaulle une foi dans la capacité des Français à surmonter les difficultés et un grand optimisme dans l'avenir. Les années qui viennent devront ressembler à mai 1958, date à laquelle le gaullisme apparaît comme un retour à l'ordre politique et la poursuite du formidable redressement économique commencé dans l'immédiat après-guerre.

1968 a montré que de Gaulle n'avait pas mesuré l'état réel de la société française. Le grand « dédagisme » de 2017 est de même nature, ce qui explique l'idée émise par Macron de commémorer Mai 68, une idée abandonnée, car elle ne pouvait pas être comprise. Les grands partis de gouvernement n'ont pas compris Mai 68 (la droite a cru que la France était conservatrice après le résultat des législatives, la gauche a cru que la France était de gauche après le vaste mouvement de contestation) et ils s'obstinent à ne pas comprendre 2017. La leçon de l'Histoire, c'est que jamais rien n'est définitivement réglé et que tout relève d'un équilibre critique entre l'efficacité économique et l'efficacité sociale.

Travaillons à redéfinir le périmètre du contrat social français.

*Christian Gambotti
Secrétaire général
Directeur des Etudes*

LIVRE

**NATACHA POLONY, CHANGER LA VIE,
ED. L'OBSERVATOIRE EDS DE, OCTOBRE 2017.**



Une analyse du vocabulaire politique qui met en lumière le sens dévoyé de certains termes afin de les faire correspondre à une idéologie. L'auteure propose une définition des concepts qui lui semblent essentiels pour penser la société actuelle et les conditions d'une vie digne : souveraineté, autonomie, travail, entre autres.

ANALYSE PROPOSÉE PAR LE FIGARO VOX, 25/10/2017

Un titre rimbaldo-mitterrandien, pour un essai en forme de programme commun. Dans ce dictionnaire personnalisé, Natacha Polony dessine les contours d'une véritable autonomie, échappant à l'aliénation consumériste tout en renonçant au mythe de l'individu auto-fondé. À ceux qui voudraient la ranger du côté des « déclinistes » et des « passions tristes », elle répond par un plaidoyer vibrant pour l'avenir et la « reconquête démocratique ». Ce livre, qui propose les cadres d'une « société vivable », est avant tout un éloge de la mesure à mille lieues des outrances du débat public.

ANALYSE DE FRANCE UNIE

Ce sens de la nuance chez Polony vise à montrer la nature de ce qu'elle nomme le « conflit démocratique ». En même temps, Polony refuse le statut d'observatrice distanciée de la décomposition de notre civilisation et de la démocratie. Elle se veut actrice d'une action de reconquête de notre humanité. La « dispute » doit être loyale. D'où une rigueur qui suppose la capacité de résister au temps médiatique qui, lui, conduit à produire une parole vide.



NOM : _____

Prénom : _____ Né(e) le : _____

Adresse : _____

Code postale : _____ Ville : _____

Courriel : _____

Tel : _____ Portable : _____

Profession : _____

Mandat électif : _____ Lieu : _____

ADHESION

RENOUVELLEMENT

Cotisation simple 1an : 30 €

Cotisation couple 1an : 40 €
(joindre un bulletin pour le conjoint)

Cotisation réduite 1an : 15 €
(moins de 26ans, étudiants, demandeurs d'emploi)

Soutien €
je désire faire un don pour soutenir France Unie

Date et Signature obligatoires :

Merci de remplir le plus lisiblement possible ce document et de nous le renvoyer à l'adresse indiquée. Conformément à la loi informatique et liberté du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès et de modification aux données personnelles qui vous concernent. Seule l'association France Unie est destinataire des informations que vous lui communiquez.

INVITATION

Marc FRAYSSE, ancien Député, Président de l'association France Unie, a le plaisir de vous convier à la prochaine édition des PETITS-DEJ' DE L'ECONOMIE, moments de débats d'idées et d'expression pour tous ceux qui souhaitent contribuer au redressement économique de la France.

L'INVITÉ DU MOIS

Nous aurons l'honneur et le plaisir d'accueillir à notre 47^e édition:

Patrick Martin
Président du
Medef
Auvergne-Rhône
alpes

Le petit-déjeuner se déroulera autour du thème :

«Entreprises et territoires pour un Medef de réformes»



Le vendredi 3 novembre 2017

A partir de 7 h 45

Au SOFITEL Lyon Bellecour
Salon Beaujeu 8^{ème} étage
20 quai Gailleton – 69002 Lyon



NOM :PRENOM :
ADRESSE :
CODE POSTAL :VILLE :
TELEPHONE :COURRIEL :

Sera présent le 03 novembre 2017 à la 47e édition des "PETITS-DEJ' DE L'ECONOMIE"

Participation : 18 euros par personne

Règlement à votre convenance, soit par courrier (chèque à l'ordre de l'Hôtel Sofitel) soit sur place (CB ou espèces).

N'assistera pas à cet événement

(Pour information, votre inscription engage France Unie auprès de l'Hôtel Sofitel. Aussi, en cas d'empêchement, auriez-vous l'obligeance de nous prévenir au moins 48 h à l'avance).

- VOUS POUVEZ REpondre :
- par courrier : France Unie – 1 cours de la République – 69100 Villeurbanne
 - par courriel : accueil.franceunie@gmail.com
 - par téléphone : 04 37 47 83 23 - 07 89 84 04 75